

Sous-marin KOURSK

K141



Sommaire

- 2-4 La perte du sous-marin Koursk : déclic pour des ruptures ?
- 5-8 Relevage du sous-marin Koursk, renaissance de l'État en Russie.
- 9-10 Une ultime mission pour le sous-marin Koursk: couler Poutine
- 11 Abstract de la conférence donnée plusieurs fois après le 17 décembre 2001

La perte du sous-marin Koursk : déclic pour des ruptures ?

L'accident du Concorde avait déjà marqué les opinions publiques, parce qu'il concernait le Concorde et non un vulgaire gros porteur, et donné lieu à des cérémonies exceptionnelles, tant en France qu'en Allemagne, patrie des passagers. Ensuite, était venue l'interdiction des vols, en principe temporaire, mais tout le monde avait compris : le bel oiseau supersonique, symbole d'une réussite technique unique sous-tendue par une volonté politique inflexible, ne volera plus.

Puis la nouvelle tomba le 14 août, de façon brouillée, qu'un sous-marin nucléaire russe avait du se poser sur le fond, alors qu'il était en exercice...On connaît la suite des événements ou de ce qu'en rapportaient les media alimentés par les autorités russes, la Marine en premier, puis d'autres sources, étrangères, de différentes natures, et surtout leur tragique conclusion : la perte du Koursk, fleuron de la flotte sous-marine russe et des 118 hommes embarqués.

Au-delà de l'horreur inspirée par l'accident de sous-marin, le syndrome du cercueil d'acier, exprimée périodiquement dans l'histoire plus que centenaire de la navigation sous-marine, les conditions attachées à ce drame particulier - la Russie d'aujourd'hui, le nucléaire, la surveillance de l'exercice par des bâtiments étrangers, la mise en œuvre tardive d'une aide étrangère, ... - devaient lui donner une résonance énorme et conduisent à s'interroger non seulement sur certains aspects de l'événement mais aussi sur ses impacts à long terme.

Un fier vaisseau.

La longue confrontation qui a opposé l'Occident mené par les Etats-Unis à l'Union soviétique, la guerre froide, a revêtu des formes diverses dont celle de l'affrontement sur et sous les mers, champs d'action à la fois ouverts juridiquement, limités aux professionnels des marines de guerre et propres à une certaine discrétion vis-à-vis des opinions publiques.

Chacun des protagonistes a donc été conduit à développer des stratégies et leurs outils d'application adaptés à ce théâtre aéro-maritime qui s'imposait à l'échelle du monde, prenant en compte ses caractères nationaux, à commencer par la géographie, mais aussi les menaces qu'il percevait de l'adversaire. On aurait tort de croire que les Soviétiques étaient mauvais à ce jeu et ce que l'on a pu établir, près de dix ans après l'écroulement de l'Union soviétique en tirant profit d'une ouverture toujours plus grande de la Russie, confirme la pertinence de leur stratégie navale, la continuité dans la constructions des moyens et aussi, vu de l'Occident, la démesure des efforts soutenus. L'impérieuse nécessité d'une marine océanique et puissante, ce que souhaitait Pierre le Grand il y a trois siècles, s'était révélée au pouvoir après l'affront de la reculade lors de la crise de Cuba. Pour la bâtir il renouela sa confiance à l'Amiral Gorshkov, chef d'état-major de la Marine pendant 36 ans, qui avait commencé de le faire en imposant deux familles de systèmes résolument modernes pour en constituer l'ossature : les sous-marins et les missiles. La combinaison des deux et ultérieurement, l'intégration des capacités de détection, identification, transmissions de l'aviation de patrouille à long rayon d'action et des satellites d'observation, devaient conduire au développement d'une lignée de croiseurs sous-marins lanceurs de missiles (SSGN dans la terminologie OTAN) destinés à l'attaque des groupes de porte-avions, dont le Koursk, du type OSCAR II, représentait la version aboutie.

Conçu par le Bureau central Rubin de Saint-Petersbourg sous la direction de l'ingénieur général Baranov chef de projet des sous-marins nucléaires lanceurs de missiles tactiques, construit en 12 exemplaires par le chantier de Severodvinsk, le Projet 949A - nommé OSCAR II par l'OTAN - est un formidable bâtiment de 14700 tonnes / 24000 t en plongée, long de 154 mètres, fortement structuré, avec double coque et compartimentage poussé (10 tranches) . L'immersion maximum est évaluée à 400 mètres. La propulsion met en œuvre deux réacteurs à eau pressurisée de puissance unitaire 190 MW th de troisième gé-

nération comportant une circulation naturelle et des dispositifs de sûreté comparables à ceux des plus récentes réalisations occidentales ; deux lignes d'arbres ajoutent à la redondance et assurent une vitesse maximale de 30 nœuds. La plate-forme intègre aussi les dispositifs de discrétion acoustique les plus modernes et porte les meilleurs équipements de détection dont un sonar linéaire remorqué. Plusieurs systèmes d'armes, 28 torpilles et missiles à moyenne portée et 24 missiles à grande portée -300 nautiques - capables de délivrer une charge nucléaire de forte énergie en font une pièce maîtresse de l'échiquier naval. L'équipage est de 107 hommes, dont 48 officiers ; pour en donner une plus juste équivalence, nous les appellerions officiers et officiers mariners supérieurs.

Depuis plusieurs années, il est de bon ton pour les media occidentaux de présenter de façon catastrophique la situation de la Russie en général et des forces armées russes en particulier. La Marine, spécialement la Flotte du Nord dont les bases bordent la presqu'île de Kola, fait l'objet de rapports toujours plus alarmants agitant le grand épouvantail nucléaire. S'ils sont en partie fondés sur l'ampleur de la tâche du nécessaire démantèlement en sécurité de la centaine de sous-marins nucléaires retirés du service confrontée aux ressources matérielles et financières disponibles, il faut aussi signaler qu'ils bénéficient de la complicité active de certains responsables russes prompts à utiliser les fantasmes écologiques des riches sociétés occidentales pour tirer des subsides en devises fortes. Quant aux amiraux, présentés comme des dinosaures soviétiques en survie, incapables, corrompus, n'ayant aucun souci de leurs hommes, d'innocents appelés sans aucune formation ni entraînement, ce serait être bien naïf que d'avaloir cette désinformation grossière quand on sait le niveau professionnel démontré par les officiers et la façon dont ils conduisent depuis dix ans une restructuration drastique de la Marine au bénéfice de leur pays. Une différence notable avec les amiraux occidentaux est que, pas plus que leurs hommes, ils ne touchent régulièrement leur solde ; une autre différence, plus fondamentale, est faite des conditions mêmes et de l'ampleur de leur tâche.

Le retrait anticipé du service d'un grand nombre d'unités, la concentration des maigres moyens matériels et financiers au seul profit de quelques bâtiments considérés à fort potentiel opérationnel furent autant de mesures pratiques alliées aux mesures hautement symboliques de la reprise des pavillons et flammes de la Marine de la vieille Russie pour garder un noyau dur. L'attribution de noms traditionnels aux grands bâtiments, le parrainage des croiseurs sous-marins par des grandes villes dont ils reçoivent le nom mais aussi le réel soutien matériel et affectif ont contribué à mieux intégrer la Marine à la Fédération de Russie, la sortant de ses bases lointaines, sinon de la manie du secret soviétique, et de sa capitale naturelle, Saint-Petersbourg.

Ainsi, le K141 a-t-il été baptisé Koursk en 1994, du nom de la ville chef lieu de la région située à 450 kilomètres au sud de Moscou, théâtre d'un des événements qui ont déterminé l'issue de la deuxième guerre mondiale, une titanique bataille de chars, d'artillerie et d'avions conclue par l'arrêt de l'avancée allemande et le début de l'offensive qui devait conduire les forces soviétiques à Berlin. Pour les Russes, ce nom est doublement chargé des sacrifices et des victoires de la grande guerre patriotique. Visiblement, des liens forts s'étaient établis entre Koursk, la ville et la région, et son filleul qui se montrait digne de sa glorieuse marraine : déclaré meilleur sous-marin de la Flotte du Nord, acteur d'une des rares opérations à caractère stratégique conduites par la Marine russe en 1999, un déploiement en Méditerranée au cours duquel il avait à l'évidence donné du fil à retordre aux marines de l'OTAN qui prétendaient en tenir le contact, prévu participer au déploiement, d'une escadre cette fois, en Méditerranée à la fin de l'année ainsi que l'avait annoncé le Président Poutine pour marquer le retour de la Russie sur ce théâtre clé des affaires du monde. Les photographies prises en juillet dernier de l'équipage aligné sur le pont du Koursk avec, au premier plan, son commandant, le Capitaine de Vaisseau Liatchine, illustrent ces moments de fierté et nous sont douloureusement familières à nous, sous-mariners.

Collision ou accident d'arme ?

Quelques mois de recul confirment une impression de malaise ressentie dès les premières informations données sur l'accident concernant sa cause initiale, objet de déclarations multiples et contradictoires par différentes autorités et, par-là, installée dans une opacité malsaine qui ne semble pas prête d'être dissipée.

Il semble avéré que cette question de l'origine du drame, indiscutablement importante mais susceptible d'une attention différée, a radicalement tétanisé les autorités maritimes chargées de conduire les opérations de recherche et de sauvetage au point d'en réduire peut-être l'efficacité, mais aussi les dirigeants du ministère de la Défense, voire tout simplement les plus hautes autorités de l'Etat, chargés à leur niveau respectif de gérer l'information et d'apporter un traitement politique et social à cette catastrophe frappant un élément majeur de la Marine mais perçue d'abord par l'opinion publique comme un drame humain particulièrement horrible.

Le président Poutine lui-même a indiqué que dix-neuf hypothèses différentes étaient envisagées ; ultérieurement le vice-premier ministre Khlebnov, président de la commission d'enquête gouvernementale, en a identifié quatorze, dont certaines nous semblaient pour le moins exotiques, avant de n'en retenir que trois plausibles : une mine de la dernière guerre, une collision avec un objet sous-marin de fort tonnage, une explosion dans le 1er compartiment, compartiment torpilles.

L'hypothèse de la mine, théoriquement plausible, ne paraît guère solide. En effet, si la probabilité d'existence dans cette zone de mines de fond encore actives 55 ans après leur mouillage est extrêmement faible, celle d'y rencontrer une mine dérivante est infinitésimale. Or, il est établi que le Kursk était à l'immersion périscopique lorsque s'est produite une première explosion correspondant à moins de 100 kg de TNT qui devait être enregistrée par plusieurs stations sismiques, norvégiennes mais aussi russes ; l'analyse des signaux a conclu à sa localisation commune avec l'épave mais aussi au fait que cette explosion s'est produite au voisinage de la surface et non sur le fond d'un peu plus de 100 mètres. Par ailleurs, l'inspection externe très détaillée de l'épave à laquelle ont procédé les Russes et l'observation visuelle faite par les plongeurs norvégiens ont rapporté que plusieurs mâts périscopiques étaient hissés, confirmant que le bateau était bien à l'immersion périscopique au moment du phénomène déclencheur du drame

L'hypothèse de la collision, essentiellement avec un sous-marin américain ou britannique, a été avancée avec une assurance surprenante, voire provocatrice, par l'amiral commandant la Flotte du Nord quelques heures après la première annonce embrouillée du sous-marin nucléaire en exercice ayant du se poser sur le fond. On sait bien maintenant que cette déclaration a été faite le lundi 14 août après-midi, soit plus de 48 heures après l'accident et plus de 36 heures après la localisation de l'épave. A ce moment, l'amiral et donc le chef d'état-major de la Marine savent que tout est perdu. Comment expliquer cette réaction ? Nous avancerons deux raisons : l'émotion et une très grande sensibilisation à ce risque. L'amiral Popov est un sous-marinier dont la grande expérience a été forgée à la mer au cours de nombreuses patrouilles opérationnelles ; il sait tout des accidents matériels ou opérationnels survenus dans la longue histoire des forces sous-marines russes, en particulier des abordages avec les sous-marins américains ou britanniques au cours de trente années d'application tenace par les Etats-Unis et leurs alliés de la stratégie de tenue de contact discrète systématique des sous-marins quittant leurs bases pour se déployer au grand large, plus leur intrusion dans le bastion, cette zone glacée de l'Arctique considéré comme un sanctuaire national par les Russes. La liste ouverte de ces abordages en compte un peu moins de dix dont celui, survenu en février 1992 en mer de Barents entre un sous-marin d'attaque du type SIERRA baptisé depuis Kostroma et l'USS Baton Rouge rendu public parce qu'étant survenu dans les eaux territoriales pour les Russes, en

haute mer pour les Américains. On peut raisonnablement estimer longue d'une vingtaine de cas la véritable liste tenue secrète par toutes les parties. L'exercice majeur en cours, le seul du genre depuis plusieurs années mettant en œuvre une trentaine de bâtiments faisait à l'évidence l'objet d'une surveillance par l'OTAN. L'amiral se doutait donc de la présence sur zone de plusieurs sous-marins intrus ; peut-être en était-il assuré par d'autres moyens qu'une détection directe. D'un autre côté, il avait une confiance absolue dans le Kursk, son meilleur bateau. Tout ceci concourt à expliquer sa réaction.

Dans la semaine suivante, les Etats-Unis reconnaissent que l'USS Toledo et l'USS Memphis avaient participé à la surveillance de l'exercice mais n'avaient toute collision avec le Kursk, en particulier pour le Memphis arrivé apparemment intact en escale à Bergen six jours après le drame. Le secrétaire d'Etat à la Défense indiquait aussi que les opérations des sous-marins américains resteraient couvertes par le secret mais que l'escale à Bergen avait permis de récupérer des enregistrements sonar concernant l'accident, analysés dans les plus brefs délais au centre spécialisé de la Marine ; ultérieurement le teneur sinon la totalité de ces données devaient être remises aux Russes. Le Royaume-Uni devait également reconnaître la présence sur zone de HMS Splendid et déclarer qu'il n'était aucunement impliqué dans l'accident.

L'hypothèse de l'accident d'arme est de loin la plus probable. Elle est étayée par ce qui a été déclaré du programme de l'exercice qui prévoyait un lancement par le Kursk en fin de matinée du samedi 12, la révélation ultérieure de l'interception par le Marjatta, bâtiment auxiliaire norvégien, des communications radio classiques en ce cas entre le sous-marin et le croiseur Pierre le Grand, commandant sur zone, pour confirmer l'autorisation de lancement, et surtout la détection par des stations sismiques étrangères de deux explosions espacées d'un peu plus de deux minutes à partir de 1130 heure locale, soit en plein dans le créneau horaire du lancement prévu. Ultérieurement on devait apprendre la présence à bord de deux spécialistes des armes, appartenant à un établissement industriel de la Défense. Les jours suivant l'accident, des rumeurs recoupant des fuites de l'enquête, en provenance de marins visiblement éprouvés, confirmaient une déclaration du gouverneur de la région de Kursk, Alexandre Routskoï, l'ancien vice-président de la Fédération de Russie, choqué par le drame ; elles faisaient état d'un nouveau système d'armes peu sûr, imposé à la Marine pour des raisons d'économie, utilisant en particulier des propergols liquides.

Le scénario le plus vraisemblable peut donc s'écrire :

- le bâtiment est aux postes de combat pour lancement en exercice du nouveau missile dont les spécialistes ont pris place au poste torpilles, accompagnés d'un ou de plusieurs officiers de l'état-major de la 7ème division de sous-marins qui regroupe les OSCAR, embarqués pour l'occasion sous le commandement de leur chef le Capitaine de Vaisseau Bagriantsev ;
- le lancement est fait à l'immersion périscopique à vitesse de quelques nœuds ;
- au moment du lancement, la charge de propergol du système de chasse ou le propergol liquide du missile détonne, ceci crée une voie d'eau infranchissable au poste torpilles en même temps que l'onde de choc tue tous ceux qui y sont ;
- la manœuvre d'urgence combinant la chasse générale et la propulsion à puissance maximum est impuissante à ramener le bateau en surface, et il va se planter dans le fond de 105 mètres environ, ce qui est modeste pour un bâtiment long de 154 mètres capable de plonger à 400 mètres ; ceci prend 2 minutes 15 secondes, temps entre les deux explosions détectées ;
- à l'impact sur le fond de cette masse de 24.000 tonnes lancées à une vitesse

de 8 à 10 nœuds, les charges des armes de combat embarquées, sur rances au poste torpilles ou dans les tubes externes pour les missiles du système d'armes principal, sensibilisées par l'onde de choc de l'explosion initiale, détonnent à leur tour provoquant des ravages considérables, ouvrant la coque épaisse jusqu'au massif, faisant sans doute céder les cloisons étanches internes jusqu'aux tranches des réacteurs et entraînant des ruptures sur des passages de coque sur l'ensemble du sous-marin.

Les analyses fines des signaux sismiques de la deuxième explosion, détectée par des stations françaises, confirment la localisation commune avec l'épave et qu'elle s'est produite au contact du fond ; elles lui attribuent une énergie équivalente à celle de six tonnes de TNT, masse cohérente avec la dotation en armes de combat d'un tel sous-marin dans le cycle opérationnel.

Trois domaines de ruptures possibles.

Les événements clés capables de marquer des ruptures historiques sont à la fois rares et rarement reconnus sur-le-champ et nous ne prétendons pas que la perte du Kursk soit de ceux-là. Néanmoins, il nous semble intéressant d'examiner l'impact possible dans trois domaines d'ordre différent, l'évolution de la Russie et le comportement du pouvoir, la pérennité du nucléaire, la limitation des stratégies navales.

La gestion de la crise par les autorités politiques, les cafouillages médiatiques de la Marine et son incapacité à intervenir efficacement, l'humiliante demande d'une aide étrangère alors que les media occidentaux étaient seuls capables de donner des informations pertinentes, autant de chocs successifs pour une opinion publique profondément émue par la nature même de l'accident et ce malgré les conditions journalières souvent difficiles et une longue suite d'épreuves endurées avec ce que nous, Français, nommons passivité. Et pourtant, le Kursk a suscité des articles dans la presse, des émissions de télévision et surtout des scènes publiques à l'occasion des rencontres entre les autorités et les familles des victimes ou les cérémonies officielles d'un caractère inédit dans ce pays. Electrochoc propre à relancer le processus démocratique ou petit soubresaut sans effet sur l'incapacité de la société russe à reconstruire d'un Etat moderne ? Des éléments de réponse se feront jour bientôt avec la tenue ou non des promesses faites aux familles et à l'opinion de relever les corps mais surtout avec la publication des résultats de l'enquête. A ce sujet le maintien de la mine parmi les trois causes plausibles ne nous semble pas de bon augure. En effet, la mine, surtout vieille de 55 ans, est la fortune de mer idéale qui pourrait être déclarée coupable si de bonnes raisons de politique intérieure ou internationale conduisaient à ne pas mettre au grand jour, assortie évidemment de présomptions solidement étayées, voire de preuves matérielles indiscutables, la séquence des actions et phénomènes ayant conduit à la perte du bâtiment à partir d'une collision ou d'un accident d'arme interne.

Le nucléaire, civil ou militaire, connaît depuis quelques années des attaques de plus en plus fréquentes et les organisations écologiques sont généralement promptes à exploiter des incidents, quand elles n'en montent pas à partir de faits minimes, les amplifiant pour créer de grandes peurs. Or, de façon étonnante, la perte tragique du Kursk sous-marin à propulsion nucléaire susceptible de porter des armes nucléaires, n'a donné lieu qu'à de timides communiqués de Bellona, l'organisation écologique norvégienne connue pour ses dénonciations des risques nucléaires engendrés par la marine russe et le procès de son informateur le commandant Nikitine. Greenpeace, suffisamment puissante pour défier la France sur son site d'expérimentations durant notre ultime campagne d'essais, a bien émis quelques communiqués convenus mais ne s'est pas lancé dans une grande mobilisation des foules avec ces mises en scène morbides qui plaisent tant aux anglo-saxons. Manque de réactivité ou consigne des manipulateurs ? Par ailleurs, il faut noter que c'est bien le drame humain de l'équipage du sous-marin qui a retenu l'attention des opinions publiques et mobilisé leur émotion. Les communiqués de la Marine déclarant que le Kursk ne portait pas d'armes nucléaires en application de la décision du président Gorbatchev et que ses ré-

acteurs avaient été mis automatiquement en sécurité ont été crus. Par la suite, les mesures de radioactivité au plus près de l'épave faites par les plongeurs norvégiens n'indiquant aucune anomalie ont renforcé la confiance sur ce plan, le traitement à long terme des réacteurs par relevage de l'épave ou autre procédé étant par définition maîtrisable et passible d'une préparation sans caractère d'urgence. Cet accident ne devrait donc marquer aucune rupture dans l'acceptation de l'énergie nucléaire en général, malgré quelques déclarations alarmistes agitant, une fois de plus le spectre d'un Tchernobyl en puissance.

En revanche, une tentative de relance de limitations des stratégies navales sous la forme d'accords internationaux réduisant la liberté de mise en œuvre des sous-marins nucléaires en général et des SNLE en particulier ne nous semble pas improbable. Il s'agit d'une idée soviétique ancienne, cautionnée d'une certaine façon par le président Mitterrand lorsqu'il avait subordonné la participation de la France à des négociations sur le désarmement nucléaire à la réduction de leurs arsenaux par les deux grands à des volumes comparables à celui de la France mais aussi à l'abandon par eux de la course aux opérations sous-marines et spatiales. La lutte anti-sous-marine a constitué un des points forts des Etats-Unis pendant la guerre froide ; il est établi que les mêmes opérations continuent avec les risques de collision et d'accidents nucléaires associés et de plus en plus de voix s'élèvent, y compris aux Etats-Unis, contre ces risques dénoncés comme inadmissibles au regard des relations nouvelles avec la Russie. Pour les Russes, la partie se joue sur un autre registre puisqu'il s'agirait, sous couvert du souci écologique, de redonner à leurs rares SNLE une réelle capacité de frappe en second, maintenant qu'ils ont accepté en ratifiant l'accord START2 une structure de leurs forces nucléaires à l'identique de celles des Américains, perdant leur carte maîtresse des missiles sol-sol à têtes multiples. Or à l'évidence, ils ne sont pas de force dans la lutte ASM et leur intérêt serait de rééquilibrer la situation par un accord diplomatique. Les chances d'aboutissement de la manœuvre semblent faibles face à la détermination des Etats-Unis de continuer de jouir de la liberté des mers et de leur suprématie dans ce domaine. Nous devrions néanmoins, nous Français, être attentifs au développement de telles idées car les négociations sur ces thèmes, nécessairement internationales, pourraient se conclure par de réelles contraintes pour nos SNLE, outils majeur de notre dissuasion, alors qu'elles n'auraient que des effets marginaux sur l'efficacité des moyens des grandes puissances, Etats-Unis en tête. Un retour sur les effets sur notre politique navale et notre marine des accords de limitation des armements navals d'entre les deux guerres mondiales soutient cette analyse pessimiste.

En conclusion, la perte accidentelle du Kursk pourrait engendrer des évolutions ou être saisie pour déclencher des tentatives de ruptures dans plusieurs domaines. Nous estimons que l'occasion n'a pas été exploitée par les anti-nucléaires. Les réformes en Russie et plus largement les méthodes de gouvernement et les comportements de la société en seront peut-être affectés ; une puissante indication en sera donnée par la suite des opérations de relevage de l'épave et surtout les conclusions de l'enquête qui pourraient ouvrir la porte à une offensive diplomatique de réduction de la liberté d'action des sous-marins, offensive appuyée et relayée par les mouvements écologistes.

Paris, le 11 octobre 2000.

Contre-amiral (2s) Camille Sellier

Contre-amiral (2s) Jean-Marie Mathey

Relevage du sous-marin Kursk, renaissance de l'État en Russie.

Il aura fallu attendre dix-huit mois après la perte du sous-marin Kursk pour que le Chef d'État-Major de la marine, flanqué du Procureur général de la Fédération de Russie, déclare lors d'une conférence de presse donnée à Mourmansk le 18 février dernier que la cause la plus probable de l'accident était une explosion du système de propulsion d'une torpille utilisant du peroxyde d'hydrogène. Il ajoutait aussitôt que la commission d'enquête continuait de retenir comme autres causes possibles une mine de la deuxième guerre mondiale et la collision avec un autre navire. Ce dernier point était immédiatement atténué sinon contredit par le Procureur déclarant que les enquêteurs n'avaient recueilli aucune preuve de la présence d'un autre navire à proximité au moment de l'accident.

Cet épisode, joint au fait que la commission d'enquête n'a toujours pas déposé ses conclusions, est révélateur des « adhérences » d'un système même si par ailleurs des événements remarquables ont marqué le traitement de l'après-accident par les autorités russes. Rappelons qu'elles avaient été débordées au moment du drame et jusqu'à sa tragique conclusion, l'annonce de la perte des 118 hommes embarqués, après que des plongeurs étrangers eussent enfin réussi à ouvrir un panneau, scellant ainsi l'impuissance nationale à intervenir sur l'épave.

Un article daté du 11 octobre 2000 publié dans la livraison de janvier 2001 de cette revue présentait des réflexions inspirées par cet accident et faisait part d'interrogations quant à ses conséquences possibles dans trois domaines, le nucléaire, la stratégie navale et les méthodes de gouvernement en Russie. Rien depuis n'a contredit le scénario présenté et les arguments développés alors, à l'exception de l'arrêt définitif du Concorde cité comme probable dans l'introduction... Or la décision, appuyée sur des analyses techniques rigoureuses et des modifications matérielles, de reprendre les vols contre la sensiblerie des opinions publiques, le principe de précaution et les intérêts économiques à court terme devait heureusement démontrer la capacité des autorités britanniques et françaises de surmonter un tel événement et tout simplement de gouverner. De la même façon, le traitement du Kursk allait s'imposer comme un révélateur de celle des autorités russes. Ce qui, au premier examen, pourrait sembler paradoxal pour un état essentiellement continental n'est en réalité qu'en parfaite logique avec la conscience collective du rôle de la marine, symbole de la puissance et de la modernité de la Russie, cette vision développée par Pierre le Grand ayant été entretenue par les tsars et les dirigeants successifs pendant trois siècles.

Rendre les corps aux familles.

Cette promesse du Président Poutine, faite non seulement aux familles mais à toute la Russie, dans les jours qui ont suivi l'accident, au comble de l'émotion nationale, a vraiment marqué le début d'un processus volontariste techniquement très difficile, coûteux, au succès incertain.

Pour l'apprécier il faut se souvenir du choc produit sur l'opinion publique par cet accident, le chagrin engendré par la perte totale de l'équipage, mais aussi l'humiliation et la colère à la découverte de l'incapacité de la marine à réagir et, a contrario, de l'efficacité hélas trop tardive de l'intervention occidentale. Il faut aussi noter que cette promesse a été faite contre la position de la marine qui voulait respecter (ou se retranchait derrière) la tradition du navire tombeau des marins disparus avec lui. Par ailleurs cela entendait explicitement un nouveau recours à l'aide étrangère, seule capable de mettre en œuvre les moyens techniques nécessaires, et ce en application de contrats commerciaux onéreux, non plus au titre d'une opération de sauvetage maritime, au prix également d'entorses étendues à la pratique rigoureuse sinon maniaque du secret militaire héritée de l'Union soviétique et toujours vivace dans les armées, particulièrement dans la marine et les forces sous-marines.

Un autre facteur pesait lourdement sur la réalisation de cette promesse, le temps. L'impact politique d'une telle décision, sur l'opinion publique russe mais aussi à l'étranger, était nécessairement lié à sa réalisation la plus rapide possible. Or, indépendamment des délais incompressibles liés aux négociations administratives et

commerciales de passation de contrat et les préparatifs techniques d'une telle opération, il fallait prendre en compte les conditions météorologiques en mer de Barents espérées raisonnablement maniables jusqu'à mi-novembre.

Le 02 octobre, au terme de négociations engagées avec huit entreprises spécialisées dans les travaux sous-marins généralement au profit de l'industrie pétrolière, parmi lesquelles Stolt's Offshore dont les plongeurs étaient intervenus avec succès lors de la tentative de sauvetage, c'est finalement avec Halliburton AS, filiale norvégienne de la plus grande compagnie américaine du genre, que l'académicien Igor Spassky, directeur du bureau d'études Rubin concepteur du Kursk, signait le contrat pour exécuter le relevage des corps en coopération. Dix-huit plongeurs devaient intervenir à partir d'une chambre pressurisée mise en œuvre par la plate-forme Regalia, six norvégiens ou britanniques, douze russes, par équipes mixtes de trois. Tous les équipements étaient fournis par Halliburton qui assurait au préalable la mise à niveau et l'entraînement des plongeurs militaires russes. Seuls ces derniers étaient prévus pénétrer dans l'épave, par le panneau du sas arrière mais aussi par des ouvertures à découper dans la double coque selon un plan mis au point par Rubin. Une partie de la préparation des intervenants devait aussi se faire sur un sous-marin du type au mouillage, ce qui entraînait une déclaration de l'amiral Kuroyedov, chef d'état-major de la marine, sur l'importance relative des secrets militaires et de la récupération des corps. Igor Spassky, quant à lui, remarquait publiquement que les discussions menées pour la conclusion de ce contrat avaient montré combien la Russie avait négligé l'intervention sous-marine au cours des dix à douze années passées.

La décision de l'État de mener cette opération rencontrait toutefois des oppositions et des critiques : pétition d'un grand nombre des parents des victimes du Kursk, soutenus moralement par la marine, demandant de ne pas risquer d'autres vies pour cette tâche ; sous-entendus quant aux véritables ressorts de la démarche qui auraient visé à retrouver des preuves de l'abordage, thèse ayant à l'évidence l'adhésion des amiraux. Il faut en effet noter l'intense activité déployée par la marine, pour rechercher pendant plus d'une semaine le sous-marin abordeur et couvrir par des patrouilles d'avions ASM les routes d'évasion possibles jusqu'aux eaux territoriales norvégiennes ; ensuite la posture quasi-agressive de garde de l'épave comportant des grenadages, de faible intensité certes, mais systématiques pour décourager toute approche ; enfin l'utilisation à grands frais des seuls sous-marins d'intervention performants encore disponibles en Russie, MIR 1 et 2 mis en œuvre par le bâtiment de recherche Akademik Keldysh relevant de l'Académie des sciences pour ratisser une zone de plusieurs kilomètres carrés dans le but d'y trouver des débris provenant de l'abordeur. Cette campagne infructueuse malgré la remontée de quarante tonnes de débris ultérieurement attribués au Kursk avait cependant le mérite de fournir des photographies et des enregistrements vidéo très explicites des ravages subis par le bâtiment, éléments précieux pour la préparation des opérations suivantes et paradoxalement susceptibles d'étayer un peu plus la thèse de l'accident d'arme.

Par ailleurs les organisations écologiques, telle Bellona, commençaient d'agiter les menaces latentes liées aux deux réacteurs de l'épave insistant sur les risques à long terme concernant la pêche plutôt que le relâchement brutal de milliards de Curies de produits de fission et de plutonium. Elles avaient pourtant, apparemment, bien accepté les déclarations des autorités russes sur la mise en sûreté automatique des réacteurs, ce que les mesures de radioactivité au voisinage de l'épave par les plongeurs norvégiens lors de leur intervention n'avaient pas démenti, mais ceci ne les empêchait pas de diffuser les scénarii catastrophes habituels. Il faut aussi rappeler que la NRPA, autorité norvégienne de radioprotection, avait recalé les échéances et les ordres de grandeurs des conséquences radiologiques possibles de l'accident et ce par une courte publication datée du 20 août. Enfin elles s'érigeaient contre le principe même du relevage de l'épave, prévu dans un deuxième temps, présentant cette opération comme extrêmement risquée et pouvant conduire à la rupture de la coque, au chavirage, au passage des réacteurs à l'état critique et à leur explosion, sans compter les risques de détonation des missiles, etc... Démonstrative de leur

confiance dans la science et la technique, une des rares actions qu'elles proposaient consistait à construire autour du Koursk un sarcophage « à la Chernobyl » mesure propre, il est vrai, à leur conserver un thème mobilisateur pendant des années...

C'est dans cette ambiance que s'est engagée l'opération ayant pour but de « rendre les corps aux familles ». A l'évidence, elle ne pouvait atteindre totalement cet objectif et n'allait être que la première phase d'un plan plus ambitieux devant conduire au relevage de l'épave. Mais l'important pour les autorités était, d'une certaine façon, de reprendre l'initiative, de ne plus subir les événements mais de les commander. De toute manière, la durée limitée au 10 novembre du contrat avec Halliburton, les grandes difficultés et les aléas attachés au perçage des coques et à la pénétration des plongeurs, enfin l'occurrence inéluctable d'une première tempête sévère sur zone réduisaient a priori le rendement de l'opération commencée le 20 octobre et arrêtée le 07 novembre en raison de l'impossibilité de pénétrer plus avant au sein de l'épave sans prendre des risques inadmissibles pour des résultats supplémentaires marginaux.

Pour le grand public, la réussite globale de cette intervention tenait en la remontée de 12 corps arrachés à différentes tranches arrière du bâtiment et ultérieurement identifiés, mais surtout en la découverte de deux écrits dont un rédigé par l'officier chef du compartiment machine qui décrivait la situation dans la zone arrière, établissant que 23 des hommes présents à leur poste de combat avaient survécu aux explosions et espéraient du secours. Cette lettre très explicite du Lieutenant de Vaisseau Kolesnikov devait être rendue publique à l'exception d'un passage personnel adressé à sa famille, provoquant une émotion considérable et relançant la polémique sur les réactions des responsables, marine et autorités gouvernementales, au moment de l'accident, en particulier sur leur retard à accepter l'intervention étrangère, et ce d'autant plus quelle s'était montrée la seule efficace. Accessoirement le Vice-Premier Ministre Klebanov, Président de la commission d'enquête, annonçait que des documents techniques avaient été récupérés dans la zone arrière mais qu'ils n'apportaient aucune information sur l'accident.

Pour les observateurs, cette opération réalisée en commun par une entreprise étrangère hautement spécialisée et performante et les organismes étatiques russes avec, au premier rang Rubin mais aussi la marine et des instituts nucléaires, a permis de bâtir une relation confiante fondée sur la reconnaissance réciproque des compétences, la préparation détaillée nécessairement appuyée sur la communication par la partie russe de données techniques hautement classifiées, enfin les difficultés et les risques de l'exécution, sans oublier la vie commune à la mer pendant plus de deux semaines. Cette heureuse évolution s'est aussi manifestée dans le domaine de la surveillance radiologique où, en application d'un accord datant de 1988, des experts russes et norvégiens embarqués sur la plate-forme Regalia ont procédé au suivi de l'environnement de l'épave, en commun ou de manière contradictoire en utilisant des méthodes et des équipements réciproquement validés. Les Russes devaient ultérieurement publier le rapport de sûreté établi par la NRPA à laquelle ils avaient d'ailleurs communiqué des données concernant les réacteurs du Koursk pour leur permettre de calculer les conséquences de l'accident majeur concevable, le relâchement brutal de la totalité des produits de fission et du plutonium présents dans les cœurs.

Des cérémonies funèbres grandioses furent organisées pour honorer les douze victimes extraites de la coque du Koursk. Le lieutenant de Vaisseau Kolesnikov, originaire de Saint-Petersbourg, y fut enterré avec les honneurs militaires dans le quartier des Héros du cimetière Serafimov; l'amiral Popov commandant la Flotte du Nord présidait la cérémonie.

Relever l'épave.

La décision de procéder à cette opération était du seul ressort des autorités russes mais son exécution était hors des capacités techniques nationales.

Pour le financement, évalué entre soixante dix et cent-vingt millions de dollars selon la prise en compte du coût prévisionnel du relevage seul, augmenté ou non

des dépenses liées aux nécessaires activités de soutien du ressort de la marine, éventuellement du démantèlement ultérieur du bâtiment, la pratique commune depuis dix ans, de l'appel aux contributions étrangères allait naturellement être utilisée. La quête fut lancée dès novembre en saisissant l'occasion d'une conférence internationale sur le changement climatique tenue à La Haye, forum particulièrement propice à la sensibilisation, si elle avait été nécessaire, d'ONG et de gouvernements mus par la grande peur du nucléaire. La création d'une Fondation Koursk, dans la ligne de celle consacrée au traitement des suites du naufrage du sous-marin Komsomolets en mer de Norvège en 1989, donnait un cadre juridique international pour recueillir les fonds offerts immédiatement par le gouvernement néerlandais pour l'étude de la faisabilité du projet et à l'avenir par d'autres contributeurs étatiques ou privés ; le caractère de respectabilité de l'exercice était établi, entre autres dispositions, par l'installation de son secrétariat à Bruxelles et le partage de sa présidence entre un ancien ministre russe des affaires étrangères et un ancien ministre de la défense néerlandais qui fut aussi secrétaire général de l'UEO. Cette démarche devait se révéler improductive à l'usage, incapable de couvrir, comme espéré, la moitié du financement du seul relevage et, surtout, génératrice de restrictions de manœuvre pour les Russes soumis à pressions de la part de la Norvège mais aussi de l'Union Européenne, du Canada, des États-Unis et même du Japon, pour inclure la question du Koursk dans un plan plus vaste de réhabilitation de la presqu'île de Kola et de démantèlement des bâtiments à propulsion nucléaire retirés du service sous un contrôle intrusif des contributeurs. Coïncidence ou non, en avril, une campagne de presse dans les media scandinaves dénonçait la présence d'armes nucléaires à bord de l'épave..., ce que les Russes démentaient formellement ; le ministère norvégien des affaires étrangères devait d'ailleurs reconnaître qu'ils l'avaient fait plusieurs fois y compris par une note écrite remise dès le 15 août 2000. Si bien qu'il arriva un moment où le gouvernement russe eut à choisir entre la mendicité et la souveraineté, ce qu'il exprima par la voix de M. Klebanov le 14 mai déclarant que la Russie trouverait en elle-même les ressources nécessaires pour financer le relevage du Koursk, action d'une priorité absolue à laquelle le Président s'était engagé ; naturellement la contribution (modeste) que la Fondation annonçait pouvoir rassembler serait bienvenue...

Si l'on a gardé à l'esprit la butée de novembre pour une telle opération en raison des conditions météorologiques sur zone, on appréciera le bien-fondé de la poursuite en parallèle qui fut faite de la recherche de financement d'une part, des études techniques et des négociations avec les entreprises capables d'exécuter un tel projet d'autre part. Halliburton AS avait remporté le contrat de la relève des corps en pratiquant à l'évidence un prix (six millions de dollars) destiné à la placer en bonne position pour la suite, et les informations disponibles semblaient indiquer que le consortium monté avec Smit International, entreprise néerlandaise spécialisée dans les travaux sous-marins, allait être chargé de l'affaire. Or, par un véritable coup de théâtre à la mi-mai, M. Klebanov annonçait que ce consortium était hors course, s'étant déclaré incapable d'intervenir avant l'été 2002. Deux jours plus tard, un contrat était signé avec Mammoet, entreprise néerlandaise spécialisée dans le transport des charges lourdes, qui annonçait espérer s'adjoindre Smit pour mener à bien cette opération au plus tard à l'automne 2001. L'affaire était concrétisée dès la semaine suivante par le règlement d'une avance de seize millions de dollars par la Russie.

Les destructions provoquées par la détonation des armes de combat stockées au poste torpilles condamnaient le recours aux méthodes « classiques » de renflouage qui consistent à fermer les brèches supérieures de la majorité des compartiments et dans le cas d'un sous-marin des ballasts, adjoindre éventuellement des flotteurs, puis à gonfler par air comprimé jusqu'à retrouver de la flottabilité. La mise en œuvre de ce principe simple est, bien entendu, d'une grande complexité pour être à même de contrôler la stabilité de l'ensemble et la dynamique ascensionnelle du système. Les études préliminaires conduites par Rubin avaient conclu à l'intérêt de choisir une méthode en apparence plus triviale, le levage par grue. Ce choix technique essentiel et l'engagement de réaliser l'opération en 2001 expliquent en définitive la signature du contrat avec Mammoet, première entreprise mondiale du domaine, qui devait annoncer très vite la coopération de Smit pour la partie sous-

marine.

Si ces deux entreprises néerlandaises hautement performantes allaient effectivement assurer la réalisation de cette opération originale avec leurs équipements lourds modifiés au besoin pour ce travail particulier et leurs spécialistes, il faut savoir que les Russes ont pris une part prépondérante dans sa préparation. Rubin, maître d'œuvre principal responsable des études et modélisations d'ensemble, l'institut Krilov équivalent à notre bassin des carènes, l'institut Kurchatov pour la sûreté nucléaire, l'institut Afrikantov constructeur des réacteurs du Koursk mais aussi les organismes concepteurs des systèmes d'armes embarqués et les plus grands spécialistes des explosifs et de la détonique relevant des centres fédéraux de conception des armes nucléaires, d'autres encore, ont assis cette préparation sur un ensemble de compétences scientifiques disponibles seulement au niveau d'un grand État. La complexité de l'opération, les risques attachés et l'impérieuse obligation de réussite justifiaient cette mobilisation. L'organisation minutieuse de l'affaire ne s'arrêta pas aux seuls aspects techniques et opérationnels, pour lesquels la marine était appelée à jouer un rôle essentiel, mais concerna aussi la prise sous contrôle de l'information et la montée progressive en première ligne du Procureur général de Russie.

Un homme de confiance du Président, M. Sergei Yastrzhembsky, responsable des relations du Kremlin avec les media s'est trouvé propulsé parmi le petit groupe de personnalités chargées du Koursk, placé par ordre protocolaire juste derrière M. Klebanov, devant le chef d'état-major de la marine, pour diriger efficacement la manœuvre de l'information. Ce qui fut fait de façon remarquable : nombreuses conférences de presse à divers niveaux, dont une du Président lui-même au Kremlin et une autre, surprenante déjà par sa localisation puisque tenue à Londres le 08 août, des principales personnalités impliquées, M. van Seumeren président de Mammoet, le vice-amiral Barskov sous-chef d'état-major de la marine, M. Spassky, sous la conduite de M. Yastrzhembsky, mise en place à Mourmansk d'une salle de presse pendant toute la durée de l'opération, grandes facilités offertes aux journalistes pour aller sur zone assister aux préparatifs et surtout création d'un site Internet officiel dédié, (www.kursk141.org) les entreprises Mammoet et Smit en créant un autre (www.kurkslvage.com) pour couvrir les points techniques.

C'est sur ce site officiel que les Russes devaient, en particulier, diffuser le rapport de la NRPA sur le suivi radiologique de l'épave et de son environnement établi entre les jours qui avaient suivi l'accident et la fin de l'opération de récupération des corps en novembre ; de la même façon, ils diffusaient l'étude de sûreté établie et approuvée pour le relevage qui traitait successivement les risques liés aux réacteurs, aux armes présentes à bord (22 missiles de combat Granit porteurs d'une charge unitaire de près de 900 kg d'explosif et, peut-être, des torpilles qui n'auraient pas détonné), au sciage préliminaire de la coque au droit de la cloison du poste torpille car tout l'avant ravagé par les explosions menaçait de se détacher du reste en cours de levage et de compromettre son succès, aux phases ultérieures de transit vers la rade de Mourmansk et la mise sur dock.

Ultérieurement, ce même site offrait une information abondante concernant non seulement l'exécution de l'opération avec ses aléas techniques et ses retards dus en partie aux conditions météo mais revenait périodiquement sur les origines du drame, tout en annonçant les reports successifs des conclusions de la commission d'enquête et donc le maintien officiel des trois causes retenues : l'abordage, comprendre par un sous-marin américain ou britannique, la mine de la deuxième guerre mondiale, enfin l'accident de torpille. L'impression générale se dégageait néanmoins peu à peu malgré des écrans de fumée, amalgames, témoignages tronqués et autres artifices de désinformation bien connus, que l'on préparait le bon peuple à entendre la vérité.

L'entrée en scène du Procureur général de Russie s'inscrit indiscutablement dans cette perspective, avec le souci affiché d'attacher toutes les garanties juridiques, en plus de la rigueur scientifique des expertises, aux conclusions qui seraient enfin tirées quant aux causes directes et indirectes de l'accident, donc aux responsabilités, voire aux sanctions.

On ne reviendra pas sur les détails de l'opération qui ont été largement exposés dans les journaux, spécialisés ou non, et fait l'objet de reportages à la télévision. On retiendra que cette première du genre s'est déroulée conformément aux prévisions en ce qui concernait les options techniques retenues ; l'écart constaté entre les dates annoncées pour sa réalisation et son exécution effective est à attribuer à parts sensiblement égales aux difficultés sous-estimées de certaines phases et aux conditions météo. Par exemple le sciage de la partie avant a nécessité des réparations et le remplacement de la scie se traduisant par plus d'une semaine d'efforts au lieu des douze heures programmées. Le levage lui-même, espéré initialement pour le 15 septembre, a eu lieu le 08 octobre. Les marins ne seront pas surpris de noter à cette occasion qu'une telle opération, minutieusement préparée, demandait aussi de la décision de la part de celui qui à la mer, en assurait le commandant tactique : à l'annonce d'une dégradation importante des conditions météo, le vice-amiral Motsak, chef d'état-major de la Flotte du Nord, a décidé après avoir pris l'avis du représentant de Mammoet et M. Spassky d'entreprendre le relevage, puis, le Koursk ayant été hissé de 40 mètres, de relever les quatre ancres qui tenaient la barge Geant-4 et de commencer à mettre l'ensemble en route à la vitesse de 3 nœuds tout en poursuivant le levage à environ quarante mètres par heure avant de procéder ensuite à l'encastrement du massif dans la niche aménagée à cet effet et la saisie de l'épave. Après d'autres difficultés pour donner à l'ensemble constitué par la barge Geant-4, le Koursk et deux pontons latéraux spécialement construits, le tirant d'eau compatible avec la manœuvre de présentation sur le dock, c'est finalement le 23 octobre que les télévisions purent montrer en direct la lente émergence du massif du sous-marin bientôt mis au sec dans sa totalité. L'Enseigne de Vaisseau Lyachin, fils du commandant, accompagnait le Procureur général Ustinov et les hauts responsables de la marine qui montaient sur le pont dès qu'il fut accessible. L'événement n'eut pas le retentissement espéré, le début des opérations militaires américaines en Afghanistan lui volant la vedette.

Une phase intensive d'investigation de l'épave commençait alors sous la responsabilité du procureur pour retirer les cadavres et débris humains, rechercher des indices matériels et récupérer les « boîtes noires » enregistreurs disposés au poste central navigation opérations et au poste de conduite des réacteurs. Elle avait été précédée d'une phase de surveillance radiologique montrant, une fois de plus qu'il n'y avait aucune anomalie nucléaire ; elle serait suivie de la phase délicate de l'examen de l'état des missiles Granit et de leur débarquement.

S'ouvrait aussi une longue série de funérailles des victimes au fur et à mesure de leur identification, une des cérémonies les plus impressionnantes étant celle organisée à Koursk pour huit marins, en la présence du gouverneur et des autorités locales mais aussi de Me.Lyachina, veuve du Commandant, de l'amiral Popov et d'Alexis II Métropolitain de Moscou et Patriarche de toutes les Russies. Au total ce sont 115 corps qui devaient être retrouvés et identifiés. Les dernières funérailles se sont déroulées le 23 mars à Saint-Petersbourg ; après une cérémonie à l'École Navale Pierre le Grand présidée par l'amiral Kuroyedov, le Capitaine de Vaisseau Lyachin, Commandant, et six autres marins du Koursk étaient enterrés au cimetière Serafimov où ils rejoignaient vingt cinq de leurs camarades.

Le 28 novembre, plus de cent participants à cette opération unique, étrangers et russes, amiraux, académiciens, techniciens ou plongeurs, étaient reçus au Kremlin pour que le Président leur témoigne la reconnaissance de la Russie et leur remette des distinctions.

Reconstruire la crédibilité de l'État.

Fin août 2000, dans les jours suivant la conclusion fatale de l'accident, le maréchal Sergueiev ministre de la Défense, l'amiral Kuroyedov chef d'état-major de la marine et l'amiral Popov commandant la Flotte du Nord avaient présenté leurs démissions ; le Président Poutine les avait refusées déclarant que l'heure n'était pas aux sanctions mais d'une part à l'enquête et d'autre part aux actions pour éviter la reproduction d'un tel drame, soutenir les familles, ultérieurement relever le Koursk.

Le 1er décembre 2001, l'heure était apparemment venue de commencer de frapper certains responsables, directs ou indirects du drame : sur rapport du Procureur général faisant état de graves insuffisances dans l'organisation de l'exercice et plus généralement dans la préparation au combat de la Flotte du Nord et sur propositions du ministre de la Défense, M. Ivanov, du général Kvashin chef d'état-major des armées et de l'amiral Kuroyedov, le Président démettait de leurs fonctions onze amiraux et trois capitaines de vaisseau parmi lesquels l'amiral Popov et son chef d'état-major, le vice-amiral Motsak, celui qui avait commandé avec succès l'opération de relevage, ainsi que le vice-amiral Burtsev commandant les sous-marins. Le vice-amiral Dobroskochenko, adjoint de l'amiral Popov, surfaciel et seul à contredire en public la thèse de l'abordage, était chargé d'assurer le commandement provisoire de la flotte du Nord. Comme l'a écrit Pavel Felgenhauer, spécialiste reconnu de la défense en Russie, « la marine a joué et perdu ». En particulier, les amiraux anciens commandants de sous-marins qui l'avaient faite en première ligne, n'ont pas compris que la guerre froide est terminée et qu'avec les Etats-Unis, le temps n'est plus à la confrontation mais à la coopération.

Il est évident que l'opinion de Poutine était faite dès septembre 2000, fondée en grande partie sur des éléments irréfutables fournis par les Américains à l'occasion de son voyage à New-York. En homme d'état il a su tirer profit du drame du Kursk, non seulement pour asseoir son autorité mais surtout pour faire avancer son projet d'une réforme radicale de la défense russe, réforme concernant à la fois le complexe militaro-industriel encore surdimensionné à la tête duquel il avait déjà placé un homme de son équipe des Saint-Petersbourgeois, M. Klebanov, mais aussi les armées. La nomination d'un « civil » de ses amis, M. Ivanov, accessoirement ancien du KGB, en remplacement du maréchal Sergueiev, rompant la noria quasi-institutionnelle des militaires qui désignait l'amiral Kuroyedov pour le poste, était un premier signal fort de cette volonté d'arrêter la conscription et de bâtir des forces armées professionnelles sensiblement réduites, mieux équipées et surtout mieux formées. Un tel projet ne peut que rencontrer des oppositions au sein de l'appareil de défense, voire des élus, députés à la Douma ou gouverneurs de régions à forte implantation d'industries de défense ou de garnisons. Pour qu'il ait une chance d'aboutir, le calcul politique a été fait de rallier le soutien populaire.

A la question, posée par un journaliste étranger lors d'une conférence de presse au Kremlin donnée le 18 juillet 2001, des raisons de relevage du Kursk, le Président répondait que ce qui avait été promis serait fait car il était temps dans ce pays que les citoyens reprennent confiance dans les autorités gouvernementales. Restaurer la crédibilité de l'État, restaurer aussi son autorité, pour commencer sur ses armées en y sanctionnant les négligences, incompétences ou manquements flagrants à la discipline, tout en montrant la sollicitude apportée à la construction d'une défense moderne, voilà une politique qui ne peut que recevoir l'adhésion de la majeure partie des Russes.

L'épave du Kursk a été relevée. Le Président chef des armées est allé le 04 décembre dernier à Severodvinsk pour l'admission au service actif du Guépard, seul sous-marin construit depuis six ans, du type Akula présenté comme équivalent aux meilleurs sous-marins étrangers en terme de discrétion, mieux armé et plongeant plus profond ; l'amiral Kuroyedov, maintenu pour l'instant dans ses fonctions, lui présentait le bâtiment dans une attitude humble pour ne pas écrire servile... La prochaine étape logique de ce processus devrait être la publication officielle des conclusions de la commission d'enquête qui attribuera l'origine de la perte du Kursk à l'explosion au tube du système de propulsion d'une torpille lancée en exercice.

Lorient, le 31 mars 2002

Contre-amiral (2s) Camille Sellier.

Une ultime mission pour le sous-marin Kursk: couler Poutine

Une chaîne de télévision publique, Antenne 2, a diffusé le vendredi 07 janvier dernier [Ndr : 2005] à une heure de grande écoute une émission présentée comme un documentaire résultat d'un travail d'investigation sérieux, étayé par des images et des interviews d'experts, intitulée : **Koursk : un sous-marin en eaux troubles**.

Le titre de cet article eut été, à mon sens, plus représentatif du contenu de cette émission qui mériterait d'être érigée en exemple de désinformation et d'être étudiée à la fois dans les écoles de journalisme et celles qui forment les élites dirigeantes, de l'Institut des sciences politiques à l'École nationale d'administration sans oublier les écoles d'officiers aux différentes étapes de leur carrière.

En tant que sous-mariner, mais aussi en raison de contacts répétés avec le complexe nucléaire militaire russe pendant la période 93-98, j'avais été conduit à suivre de près l'accident du Kursk, survenu le 12, connu le 14 août 2000, et ses développements dont le point d'orgue fut le succès de son relevage mis en évidence par la manœuvre d'émersion de l'épave posée sur dock à Roslyakovo le 23 octobre 2001. La promulgation le 29 juin 2002 des conclusions de la commission d'enquête dirigée par le Vice-Premier Ministre Klebanov et la clôture de l'action judiciaire par le Procureur général Ustinov le 26 juillet 2002 mettaient un point définitif à cette tragédie.

Pour mémoire, cette revue a publié deux articles, le premier daté du 11 octobre 2000 (n° 458 de janvier 2001) cosigné du contre-amiral Mathey, le second du 31 mars 2002 (n° 462 de juillet 2002). Le premier analysait les circonstances de l'accident, en donnait la cause et le déroulement les plus probables, exposait les réactions des autorités et envisageait des impacts possibles, en particulier sur l'évolution de la Russie et le comportement du pouvoir. Le second traitait de l'opération de récupération de quelques corps, du relevage de l'épave et surtout de la reprise de main du pouvoir faisant du traitement des suites de cet accident un démonstrateur de sa volonté de reconstruire l'État et de rebâtir la confiance des citoyens dans l'État. Il montrait combien l'ampleur et la qualité des informations officielles concernant le suivi radiologique de l'épave, la préparation et l'exécution du relevage et les études de sûreté associées à cette opération originale et complexe, participaient d'une démarche intelligente et radicalement nouvelle des autorités, celles-ci ayant tiré la leçon de leur incapacité à maîtriser la crise générée par l'accident, essentiellement par la reproduction d'un comportement typiquement soviétique dix ans après l'écroulement du régime et l'avènement de la démocratie.

Fondées sur un travail considérable d'investigations et d'expertises scientifiques, techniques, médico-légales, dont la teneur a fait l'objet d'exposé sans précédent dans ce pays, les conclusions officielles rendues publiques en juillet 2002 ont confirmé en tous points la teneur de ces articles, y compris l'attitude des autorités, révolutionnaire en Russie, de s'appuyer sur la vérité pour réformer les forces armées et le complexe militaro-industriel. Comme on pouvait s'y attendre, cette démarche suscite quelques oppositions.

Le « documentaire » qui retient notre attention est tout à fait remarquable en ce qu'il est techniquement bien construit, qu'il fait alterner habilement images et déclarations d'experts, qu'il ne montre des images ou ne cite des arguments qu'en ce qu'ils soutiennent la démonstration. Ce sont là des procédés classiques qui ne sont, en eux-mêmes, aucunement condamnables.

En revanche, l'exercice change de nature lorsqu'il est recouru systématiquement à des contre vérités. Prenons pour exemples quelques facettes de l'aspect nucléaire du sujet :

- il est dit et répété que le Kursk portait un armement nucléaire effrayant, chacun de ses missiles ayant plusieurs charges nucléaires d'énergie destructrice égale à quarante fois celle de la bombe d'Hiroshima.

Il est soigneusement omis de préciser que les dits missiles, effectivement capables de porter une seule charge conventionnelle ou nucléaire, embarqués au nombre de 22 missiles de combat et une maquette fonctionnelle lors de l'accident, étaient équipés d'une charge conventionnelle, et ce depuis les décisions unilatérales et simultanées de Gorbatchev et du Président Bush de débarquer toutes les armes non stratégiques des bâtiments de combat ;

- les déclarations concernant les réacteurs sont de la même eau avec un « expert », dirigeant d'organisation écologique, insistant sur le fait qu'ils sont du type de celui de Chernobyl (à ma connaissance il y a belle lurette que les ingénieurs concepteurs de réacteur de propulsion navale avaient compris l'impasse technique du graphite modérateur...) et qu'ils font donc courir des dangers inacceptables aux populations ;
- quant aux chasseurs bombardiers décollant en urgence porteurs d'armes nucléaires (pour les délivrer éventuellement sur quels objectifs ?...), on rappellera simplement que, pendant toute la guerre froide, les Soviétiques n'avaient jamais pratiqué l'alerte nucléaire en vol, à la différence des Américains pour qui elle fut la règle pendant des dizaines d'années, et qu'il n'y avait aucune justification à cette manœuvre, et d'ailleurs aucun objectif potentiel en portée de ces avions.

Il change aussi de nature par la subtile exploitation des bons sentiments, pour ne pas écrire de la sensiblerie, et l'appel aux grands principes de la morale civique moderne : la transparence, l'existence nécessaire d'un responsable, la défiance systématique pour les autorités. Naturellement susciter la peur chez le bon peuple, si possible irraisonnée pour qu'elle soit plus forte, est le ressort fondamental de la démarche.

Prenons le cas de l'aide matérielle aux familles des membres de l'équipage dont le deuil ne peut que susciter le respect et la compassion: première critique, les autorités méprisent la douleur des familles et ne font rien pour elles ; deuxième critique, l'aide financière exceptionnelle qui leur a été accordée est scandaleuse, d'une part en ce que les veuves des militaires n'ont jamais rien reçu de semblable, d'autre part parce qu'elle est uniquement destinée à acheter leur silence.

Selon le commentaire, la décision du Procureur Ustinov de clore l'action judiciaire et de ne pas rechercher de responsables parmi les concepteurs de la torpille ayant explosé au tube, cause première de la perte du sous-marin telle qu'établie par l'enquête, traduit la volonté délibérée du pouvoir de protéger l'institution militaire et de couvrir ses crimes... On remarquera que si tel avait été le cas, le pouvoir aurait fait déclarer à la commission qu'une mine était à l'origine de l'accident. Ceci mettait hors de cause à la fois cette dernière et les Etats-Unis, dont un sous-marin aurait abordé le Kursk par maladresse (opinion des amiraux) ou mieux, l'aurait délibérément torpillé en application d'une manœuvre stratégique visant à décourager les Russes de vendre aux Chinois la torpille Skval (thèse présentée par le documentaire). Accessoirement, cette arme tactiquement intéressante, n'a en aucune manière la dimension d'une révolution stratégique ; de grâce, ne la comparons pas à la bombe H !...

Cette thèse a le mérite de l'originalité à défaut d'être étayée par une quelconque analyse stratégique dépassant le café du commerce à une heure avancée de la soirée, et de ne reposer que sur des incantations ; elle a pour objet de dénoncer l'inimaginable niveau de perversité du pouvoir qui n'a pas hésité à ordonner l'assassinat de ses braves marins, etc... Naturellement, comme argument de vente ultime, nous avons échappé de peu à une guerre nucléaire !...

On pourrait compléter le faisceau des critiques sur le contenu du documentaire dans d'autres domaines tel celui de la « marque évidente de l'impact

d'une torpille américaine Mk 48 ». On rappellera seulement que cette torpille est porteuse d'une charge creuse produisant un jet hyper véloce de particules de cuivre, le principe étant de percer la coque épaisse, comme le fait une arme anti-char, après avoir traversé le mur d'eau du ballast large de plusieurs mètres ; l'effet sur la coque extérieure a peu de chances d'être celui présenté.

En résumé, cette émission lamentable dans son esprit m'a rappelé la triste affaire du chalutier La Jonque qui s'était coulé lui-même, comme dans la majorité des pertes de chalutier. Ce regrettable accident avait donné lieu à une campagne organisée de désinformation, de diffamation et d'accusation de la Marine Nationale. La thèse était qu'un sous-marin français, au cours d'un lancement d'essai d'un missile secret, avait abordé et coulé La Jonque, et pour faire bonne mesure quant à l'attitude fasciste de la Marine, qu'un avion de patrouille maritime avait reçu ordre d'achever les survivants, ce qu'il avait fait. Naturellement, cette campagne avait été joyeusement relayée par les media, y compris la chaîne de télévision publique FR3. Ultérieurement, lorsque l'action judiciaire eut établi la vérité, je ne me souviens pas qu'il y eût amende honorable de ces media, ni engagement par les autorités de l'État d'une action en justice contre les organisateurs de cette campagne.

De telles manœuvres, qu'il s'agisse de servir les intérêts d'un oligarque en exil ou de faire campagne contre la dissuasion nucléaire et la Force océanique stratégique, commencent par injurier la mémoire des braves sous-marinières ou des braves pêcheurs qui ont perdu la vie dans un accident de mer. Un marin ne peut que les condamner.

Lorient, le 11 janvier 2005.

Contre-amiral (2s) Camille Sellier

Un an et demi après la perte du sous-marin Koursk : banal accident ou rupture ?

La perte accidentelle du sous-marin russe Koursk a constitué un événement majeur de l'année 2000, à la fois par les dimensions humaines de la tragédie soldée officiellement au bout de dix jours par le décès des 118 hommes embarqués, l'abondance et la confusion de l'information donnée majoritairement par les media occidentaux, les interrogations liées au risque d'accident nucléaire associé (réacteurs et armes éventuellement) l'intervention tardive mais décisive d'une aide étrangère offerte très rapidement et finalement acceptée par des autorités russes dépassées par l'événement et incapables d'agir efficacement, enfin l'impact sur l'opinion publique russe et les manifestations émotionnelles qui en ont résulté.

Après avoir rappelé les caractéristiques de ce formidable bâtiment moderne, nommé meilleur sous-marin de la Flotte du Nord en 1999, et l'état général de la marine russe marquée par des évolutions drastiques depuis l'implosion de l'URSS, les causes initiales probables de cet accident sont passées en revue. Les trois finalement retenues par la commission d'enquête sont analysées et commentées : l'abordage par un sous-marin étranger, l'accident d'arme, la mine datant de la deuxième guerre mondiale.

En pratique, le faisceau des éléments incontestables très vite disponibles - enregistrements sismiques recueillis par des stations norvégiennes finlandaises et françaises montrant deux explosions de puissance inégale compatibles avec le système de propulsion d'une torpille pour la première, la totalité des charges des armes de combat embarquées au poste torpille pour la seconde, liste des personnels embarqués, observation visuelle de l'épave par des plongeurs norvégiens faisant état de mats périscopiques hissés et de la destruction de tout l'avant, interceptions radio par bâtiment norvégien de surveillance de l'exercice, teneur d'enregistrements acoustiques faits par un sous-marin américain au voisinage - conduit à tenir pour assurée comme élément déclencheur l'explosion accidentelle d'une arme d'exercice (peut-être en essai après modification) lors du lancement prévu pendant la phase tactique de l'exercice majeur en cours.

Trois domaines sont ensuite examinés où cet accident pouvait entraîner une rupture : le nucléaire, la stratégie navale, le mode de gouvernement en Russie. A l'évidence l'occasion en or de déclencher une grande campagne de mobilisation des opinions publiques contre le nucléaire n'a pas été exploitée par les organisations écologiques dont Greenpeace. Pourquoi ?...L'événement aurait aussi pu servir de relance aux efforts anciens et répétés de la diplomatie soviétique puis russe de négocier un traité international de codification des mouvements des sous-marins nucléaires et de création de sanctuaires nationaux sous couvert d'éliminer les risques d'abordages et d'accidents nucléaires associés, en réalité pour annuler le bénéfice stratégique tiré par les Etats-Unis de leur supériorité en lutte anti sous-marine particulièrement par sous-marin. Ceci ne s'est pas produit, le débat stratégique étant cristallisé autour du projet de défense anti-missile des Etats-Unis.

En revanche la suite devait montrer que les autorités gouvernementales russes avaient tiré les leçons du fiasco de leur gestion de cet accident et fait du Koursk un démonstrateur de la double volonté de restaurer l'Etat et de faire évoluer l'appareil de Défense. La décision très rapide de « rendre les corps aux familles » au prix de faire appel aux entreprises étrangères seules capables d'intervenir sur l'épave, l'acceptation de coopérer activement avec les autorités norvégiennes pour la surveillance radiologique et les études de sûreté nucléaire sur le site et crédibiliser ainsi les déclarations initiales d'absence de risque dans ce domaine, la volonté de relever l'épave en 2001 et, pour cela, l'appel humiliant en terme de maîtrise technique et coûteux en devises fortes à un consortium d'entreprises hollandaises, la prise en main de l'information et la diffusion de données très complètes sur un site Internet spécial, le déploiement des moyens scientifiques et techniques nationaux et des moyens opérationnels de la marine pour conduire à terme cette opération

complexe première du genre par sa teneur et ses dimensions sont apparus au fur et à mesure comme autant de révélateurs de la volonté de l'Etat même si des « adhérences » du système soviétique existent encore. A ce titre, le report à des échéances successives des conclusions de la commission d'enquête et l'obstination à garder probable l'hypothèse irréaliste de la mine, bouc émissaire commode n'entraînant l'attribution d'aucune responsabilité, mais aussi la subordination de l'aide aux familles, dont beaucoup de contributions charitables étrangères, à l'établissement des responsabilités pénales sont aussi démonstratifs des difficultés pour ce pays à évoluer vers un Etat moderne à l'occidentale.

Le relevage ayant été opéré avec succès, comme tous avaient pu le constater à la diffusion en direct par les télévisions du Koursk sortant peu à peu de l'eau lors de la manœuvre d'émergence du dock sur lequel l'épave avait été amenée par la barge géante hollandaise, une grande réception a réuni au Kremlin les acteurs étrangers et nationaux de cette remarquable opération pour que le Président Poutine les félicite lui-même. Moins de deux semaines après, sur rapport du procureur général de Russie faisant état de négligences et de dysfonctionnements dans l'organisation de l'exercice et plus généralement la préparation au combat de la Flotte du Nord, le même Président Poutine limogeait quatorze amiraux et capitaines de vaisseau dont l'amiral Popov, commandant la flotte, qui avait déclaré si vite qu'un sous-marin américain avait abordé le Koursk. Malgré l'échec des recherches de preuves matérielles qui avaient conduit à relever quarante tonnes de débris dès novembre 2000, cette thèse soutenue et relancée périodiquement par ses principaux adjoints eux aussi sous-marins n'est à l'évidence ni conforme à la réalité ni politiquement correcte pour le pouvoir dans la situation internationale d'aujourd'hui. Le limogeage des amiraux n'est pas une sanction pour faute ayant conduit à la perte du Koursk, c'est un signal fort adressé par le pouvoir politique aux forces armées sur les nécessaires mutations de la Défense russe.

Contre-amiral (2s) Camille Sellier